

**Arrêté n° 2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/221 du 20 novembre 2023
portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations exploitées
par la société Groupe ADP sise Bâtiment 361 – ORLY AEROGARE sur le territoire de la
commune de PARAY-VIELLE-POSTE (91550)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles R.181-45 et R.181-46;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, Préfet hors classe, en qualité de préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-PREF-DCPPAT-BCA-201 du 6 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2009.PREF.DCI2/BE 0197 du 18 décembre 2009 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations des bâtiments 359, 361 et 379 (ANA) de la SA AEROPORTS DE PARIS (ADP) situées sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020.PREF.DCPPAT/BUPPE/126 du 8 juillet 2020 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations situées bâtiment 361 - Aérogare d'Orly exploitées par la société GROUPE ADP sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 mai 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1185;

VU le porter à connaissance transmis par courrier du 27 mars 2019 pour l'implantation d'une nouvelle centrale frigorifique CF5 ;

VU le porter à connaissance transmis par courrier du 18 avril 2023 pour l'implantation de deux pompes à chaleur ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 21 septembre 2023 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral notifié le 18 octobre 2023 à la société Groupe ADP, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 19 octobre 2023;

CONSIDÉRANT que le projet faisant l'objet du porter à connaissance transmis le 27 mars 2019 consiste en :

- la démolition de structure de chaussée et trottoir,
- la démolition en tranchée,
- le percement d'ouvrage d'art (mur de soutènement),
- la dépose et la pose de canalisations d'eau glacée (EG),
- la réalisation d'un réseau d'eaux usées (EU) pour les eaux de vannes (rejets des installations) et raccordement sur réseau EU existant,
- la reconstruction des chaussées et trottoirs,
- la démolition de la centrale de traitement d'eau (CTE) et reconstruction au sous-sol du bâtiment 361 (courant 2019),
- la démolition du générateur GS3 (fin 2018/ début 2019),

CONSIDÉRANT que le projet faisant l'objet du porter à connaissance transmis le 18 avril 2023 consiste en :

- l'installation de deux pompes à chaleur dans le bâtiment 361,

CONSIDÉRANT que le projet s'implante sur un site soumis à autorisation déjà exploité par l'exploitant ADP sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE,

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas susceptible d'avoir des effets notables sur le milieu naturel, de générer des nuisances supplémentaires (bruits, odeurs, vibrations, émissions lumineuses, trafic routier) ni de générer des modifications sur les activités humaines dont notamment l'usage des sols ,

CONSIDÉRANT que l'analyse méthodique des risques qui sera réalisée par l'exploitant est de nature à maîtriser les risques de prolifération de légionelles dans l'environnement,

CONSIDÉRANT que l'exploitation des tours aéroréfrigérantes respectera l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que le projet ne présente pas de sensibilité particulière au regard des risques naturels et du paysage,

CONSIDÉRANT que le projet ne présente pas d'impact vis-à-vis des espaces NATURA 2000,

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé,

CONSIDÉRANT que les modifications déclarées dans les porter à connaissance transmis le 27 mars 2019 et le 18 avril 2023 sont jugées non substantielles au regard des critères de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT la dispense n° 2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/118 du 6 juin 2019 de réaliser une étude environnementale,

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ne consiste pas en une refonte de l'ensemble des prescriptions applicables à l'établissement exploité par la société ADP et qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit soumis à l'avis des membres du CODERST ,

CONSIDÉRANT que les installations exploitées par la société AEROPORTS DE PARIS (ADP) situées sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE 91550 sont régulièrement autorisées et visitées par les inspecteurs de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour les prescriptions applicables aux installations de la Société Aéroports de Paris, afin de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'Environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture;

ARRÊTE

ARTICLE 1. PRESENTATION EXPLOITANT

La société ADP dont le siège social est situé 1, rue de France 93290 Tremblay en France et dont le site exploité se situe Bâtiments 359, 361 et 362 –Direction technique et bagage, Process Réseaux ORYER, CS 90055 , 94396 ORLY AEROGARE Cedex est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE, sis ORLY AEROGARE, les installations détaillées dans les articles suivants .

Les prescriptions du présent arrêté modifient et complètent celles de l'arrêté préfectoral n° 2009 PREF.DCI2/BE 0197 du 18 décembre 2009 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement des installations 359, 361, 379 de la SA AEROPORT DE PARIS situées dans son établissement sis ORLY AEROGARE sur la commune de PARAY-VIEILLE-POSTE.

ARTICLE 2. NATURE DES ACTIVITES

L'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DC12/BE 0197 du 18 décembre 2009 présentant la nature des activités exploitées par la société AEROPORTS DE PARIS est modifié comme suit :

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Éléments caractéristiques	Régime du projet
3110	Installations de combustion	<p><u>Bâtiment 361 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 chaudière gaz (GES1) de 12,5 Mwth ; - 1 chaudière mixte gaz/FOD (GES2) de 12,5 Mwth ; - 1 chaudière mixte gaz/fioul domestique de 19 MWth (ECC1) ; - 1 chaudière gaz de 19 MWth (ECC2) ; <p><u>Bâtiment 359 : secours</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 diesels FOD GR21, GR22, GR23 et GR24 de 6,65Mwth chacun ; - 2 diesels FOD GS11 et GS12 respectivement de 4,45MWth et 4,33 Mwth. <p><u>Bâtiment 362 : secours</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 groupes électrogènes (GTZ1 et GTZ2) de 3 Mwth au total ; <p>Soit une puissance totale installée de 101,38 Mwth.</p>	A
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	6 TAR de puissance thermique évacuée de 3,65 MW unitaire soit une puissance totale de 21,9 MW.	E
4734-1-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution.	<ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve tampon double enveloppe, enterrée, d'une capacité de 30 m³, contenant du fioul domestique ; - 4 cuves double enveloppe, enterrées, d'une capacité de 100 m³ chacune, contenant du fioul domestique ; <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant de 430 m³, soit environ 366 tonnes.</p>	DC
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés	<p><u>Bâtiment 361 :</u></p> <p>2 pompes à chaleur de 2,5 MW unitaire soit un total de 5 MW.</p> <p>Gaz : 1234ZE - 2 fois 400 Kg soit 800 Kg au total</p> <p>2 groupes froid de 9 MW unitaire soit un total de 18 MW.</p> <p>Gaz : 1233ZD - 4 fois 964 Kg soit 3856 Kg au total</p> <p>La quantité totale de fluide frigorigène susceptible d'être présente sur le site de la CTFE est de 4656 Kg.</p>	DC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant de 310 kW.	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative aux installations de combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF MCP.

ARTICLE 3. INSTALLATIONS REFRIGERATION

Les tours aéroréfrigérantes respectent l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

4.1 - Délais et Voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de l'Essonne – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

4.2 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de PARAY-VIEILLE-POSTE et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de PARAY-VIEILLE-POSTE pendant une durée minimum d'un mois; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire;
- L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Essonne .

4.3 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,
Les inspecteurs de l'environnement,
La Maire de PARAY-VIEILLE-POSTE,
L'exploitant, la société Groupe AEROPORT DE PARIS ,
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise au Sous-Préfet de Palaiseau.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Olivier DELCAYROU



